



PRÉFECTURE DE LA NIÈVRE

DIRECTION DU DÉVELOPPEMENT DURABLE
ET DE LA COORDINATION INTERMINISTÉRIELLE

BUREAU DE L'ENVIRONNEMENT
ET DE L'URBANISME

Affaire suivie par Mme NUCHO

☎ 03.86.60.71.43

☎ 03.86.60.72.51

✉ jacqueline.nucho@nievre.pref.gouv.fr

N° 2009-P- 1445

ARRÊTÉ

mettant en demeure Monsieur le Directeur de la société DECIZE CARRELAGE de respecter les dispositions de l'arrêté préfectoral n°2003-P-1437 du 5 juin 2003, réglementant son installation de fabrication de carreaux de céramique située sur le territoire de la commune de CHAMPVERT (Nièvre)

Le préfet du département de la Nièvre
Chevalier de la Légion d'Honneur
Chevalier de l'Ordre National du Mérite

- VU** le code de l'environnement et notamment son titre 1^{er} du livre V,
- VU** l'arrêté préfectoral n°2003-P-1437 du 5 juin 2003 autorisant la société NIVERGRES à exploiter une usine de fabrication de carreaux de céramique sur le territoire de la commune de CHAMPVERT,
- VU** la déclaration de changement d'exploitant adressée à la Préfecture en date du 17 octobre 2007 par la société DECIZE CARRELAGE,
- VU** la fiche des constatations de l'inspection des installations classées, en date du

CONSIDÉRANT que le réseau d'évacuation des eaux résiduaires n'est pas de type séparatif,

CONSIDÉRANT que le traitement des eaux pluviales et des eaux industrielles issues du procédé de lavage n'est pas satisfaisant en raison d'un manque d'entretien des bassins de décantation,

CONSIDÉRANT qu'aucun contrôle de la qualité des eaux rejetées n'a été réalisé depuis la reprise de l'activité par la société DECIZE CARRELAGE,

CONSIDÉRANT que l'ensemble des produits liquides ou pâteux n'est pas stocké sur rétention,

CONSIDÉRANT que l'ensemble des points listés ci-dessus constituent autant de non-conformités au regard des prescriptions fixées par l'arrêté préfectoral du 5 juin 2003, aux articles 10.2 et 12.2 (absence d'un réseau de collecte des eaux de type séparatif), 12.3 et 13.3 (traitement défectueux et non respect des caractéristiques des rejets des eaux industrielles et notamment au niveau couleur et concentration maximale des matières en

suspension), 13,4 (absence de contrôle et de suivi des effluents rejetés), 10,4 (absence de capacité de rétention adaptée sous tout stockage de produits liquides ou pâteux)

CONSIDÉRANT que, dans ces conditions, les intérêts visés à l'article L.511-1 du code de l'environnement ne sont pas garantis en toutes circonstances,

CONSIDÉRANT que selon l'article L.514-1-1 du code de l'environnement, lorsqu'un inspecteur des installations classées a constaté l'inobservation des conditions imposées à l'exploitant d'une installation classée, le préfet met en demeure ce dernier de satisfaire à ces conditions dans un délai déterminé,

SUR proposition du secrétaire général de la préfecture de la Nièvre

A R R Ê T E

ARTICLE 1^{er} : PRESCRIPTIONS

En application de l'article L.514-1-1 du code de l'environnement, le Directeur de la société DECIZE CARRELAGES, sis sortie est de Decize - 58300 CHAMPVERT, est mis en demeure sous un délai de **trois mois** à compter de la notification du présent arrêté, de se conformer aux prescriptions des articles 10.2 et 12.2,12.3 et 13.3, 13.4, 10.4 de l'arrêté préfectoral n°2003-P-1437 du 5 juin 2003.

ARTICLE 2 : SANCTIONS

Faute à l'exploitant de se conformer aux dispositions fixées aux articles précédents, il sera fait application, indépendamment des sanctions pénales encourues, des sanctions administratives prévues à l'article L.514-1 du code de l'environnement.

ARTICLE 3 : DÉLAIS ET VOIE DE RECOURS

Les dispositions du présent arrêté peuvent être déférées à la juridiction administrative compétente (Tribunal Administratif de DIJON) par l'exploitant dans un délai de deux mois à compter de la date de notification.

ARTICLE 4 : NOTIFICATION ET PUBLICATION

Le présent arrêté sera notifié à l'exploitant.

Un extrait du présent arrêté, comportant notamment toutes les prescriptions auxquelles est soumise l'exploitation de l'établissement, sera affiché en permanence sur site de façon visible.

Une copie du présent arrêté sera déposée en mairie de CHAMPVERT et tenue à la disposition du public. Un extrait comportant notamment toutes les prescriptions auxquelles est soumise l'exploitation de l'établissement sera affiché pendant un mois à la porte de la mairie par les soins du maire.

ARTICLE 5 : EXÉCUTION ET NOTIFICATION

Le Secrétaire Général de la Préfecture de la Nièvre et le Directeur de la société de la société DECIZE CARRELAGES sont chargés chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté dont copie sera adressés à :

- M. le maire de CHAMPVERT,
- M. le directeur régional de l'industrie, de la recherche et de l'environnement, région Bourgogne,
- M. le directeur régional de l'environnement,
- M. le directeur départemental des affaires sanitaires et sociales,
- M. le directeur départemental de l'équipement et de l'agriculture,
- M. le directeur départemental du travail, de l'emploi et de la formation professionnelle,
- M. le directeur départemental des services d'incendie et de secours de la Nièvre,
- M. le chef du SIDPC,
- M. le lieutenant-colonel, commandant le groupement de gendarmerie de la Nièvre,
- M. le chef de la subdivision de la Direction régionale de l'industrie, de la recherche et de l'environnement de la Nièvre.

Fait à NEVERS, le 15 JUL. 2009

le Préfet

Pour le Préfet
et par délégation,
Le Secrétaire Général

Michel PAILLISSÉ

